

Unité Départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 5 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE

2-4 ALLEE DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DE CHANTENAY
44100 Nantes

Référence : N5-2025-1384
Code AIOT : 0006301461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE implanté 2-4 ALLEE DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DE CHANTENAY 44100 Nantes. L'inspection a été annoncée le 13/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du respect du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FONDERIE ATLANTIQUE INDUSTRIE
- 2-4 ALLEE DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DE CHANTENAY 44100 Nantes
- Code AIOT : 0006301461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Fonderie Atlantique Industrie exploite, sur le site de Nantes, des installations de fonderie de métaux non-ferreux. Elle est spécialisée dans la fabrication d'hélices de grandes dimensions en cupro-aluminium et procède également à la transformation de lingots d'aluminium.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets atmosphériques
- Risque incendie
- Pollution des sols
- Émissions sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques des installations – Constat visite précédente	AP Complémentaire du 14/06/2021, article II-8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mise en conformité des points de rejet – Constat visite précédente	AP Complémentaire du 14/06/2021, article III-7-3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Raccordement des fours de fusion – Constat visite précédente	AP Complémentaire du 14/06/2021, article III-7-4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Gestion du risque de contact eau – métal en fusion – circuit eau	AP Complémentaire du 14/06/2021, article V-2-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Entretien des installations – Constat visite précédente	AP Complémentaire du 14/06/2021, article II-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Mise sur rétention des produits dangereux – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande d'action corrective	1 mois
8	Études complémentaires	AP Complémentaire du 14/06/2021, article III.7.5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Surveillance des émissions sonores	AP Complémentaire du 14/06/2021, article IV.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Pollution au niveau de la zone C1	AP Complémentaire du 14/06/2021, article V.3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Situation administrative	AP Complémentaire du 14/06/2021, articles I.2.1 et I.2.3	Sans objet
10	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	AP Complémentaire du 14/06/2021, article V.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Rejets atmosphériques des installations – Constat visite précédente

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article III.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 12/01/2022</u> Le jour de la visite, l'exploitant a précisé qu'aucune mesure n'avait été réalisée au niveau des rejets atmosphériques des fours de fusion. Il a présenté un devis de la société IRH datant du 10-01-2022 pour la réalisation de ces mesures. L'exploitant doit réaliser, dans les meilleurs délais, un contrôle des rejets atmosphériques des fours de fusion. Les paramètres à contrôler sont précisés à l'article III-6-1 de l'APC du 14-06-2021.
Constats : Par courrier du 22/02/2022, l'exploitant avait transmis le bon de commande signé auprès de la société IRH pour la réalisation du contrôle des rejets atmosphériques. Le rapport, conforme en tous points, avait été transmis à l'inspection des installations classées. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'aucun contrôle des rejets atmosphériques n'a été réalisé sur le site depuis 2022. Il a justifié ceci par le fait que le four réverbère ne réalise qu'une seule fusion par an depuis plusieurs années et qu'il n'a pas été possible de trouver une disponibilité auprès de l'organisme de contrôle lors de ces uniques fusions. L'inspection des installations classées a rappelé qu'il n'existe pas qu'un seul organisme de contrôle et qu'il est possible d'anticiper cette unique fusion annuelle. Concernant les fours à induction, ceux-ci réalisent plusieurs fusions par mois, leurs rejets atmosphériques auraient donc dû être contrôlés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle des rejets atmosphériques sur l'ensemble des fours de fusion du site. Il s'organise pour que l'unique fusion au niveau du four réverbère fasse l'objet d'un contrôle. Pour rappel, et tous les 3 ans, ces contrôles doivent être plus importants sur les paramètres recherchés (dioxines/furannes, SOx, NOx et métaux).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N°2 : Mise en conformité des points de rejet – Constat visite précédente

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article III-7-3
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 12/01/2022</u> Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu présenter d'étude sur la conformité des conduits d'évacuation des effluents atmosphériques. Il a précisé que ce point était inclus dans le devis

présenté par la société IRH le 10-01-2022.
L'exploitant doit lancer, dans les meilleurs délais, l'étude de mise en conformité des conduits d'évacuation des effluents atmosphériques, afin de pouvoir planifier les travaux par la suite. Il précisera les dispositions prises en ce sens.
Constats : Dans son courrier en réponse du 22/02/2022, l'exploitant s'engageait à faire réaliser l'étude de mise en conformité sous 6 mois. Le jour de l'inspection, il a indiqué qu'aucun travail ou étude n'avait été réalisé. Il a précisé que le point du rejet du four réverbère est conforme sans être en mesure de le démontrer, car aucun contrôle des rejets atmosphériques n'a été réalisé depuis 2022. Il a également indiqué que les points de rejet des fours à induction 4t n'ont pas fait l'objet d'une mise en conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit faire réaliser, dans les plus brefs délais, l'étude de mise en conformité des points de rejet pour les fours dont les rejets sont canalisés (four réverbère et les 2 fours 4t). À l'issue, il engage les travaux sur la base de cette étude. Pour les fours 8t, non canalisés actuellement, il s'assure de leur conformité pour leur raccordement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N°3 : Raccordement des fours de fusion – Constat visite précédente

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article III-7-4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des fours de fusion
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 12/01/2022</u> Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu présenter d'étude sur la captation à la source des rejets associés aux 2 fours de fusion non raccordés (fours de 8 tonnes) et à leur raccordement à un conduit d'évacuation. Il a précisé que ce point était inclus dans le devis présenté par la société IRH le 10-01-2022. De plus, il envisage de consulter le fabricant des fours sur ce sujet. L'exploitant doit lancer, dans les meilleurs délais, l'étude de captation et de raccordement des 2 fours de fusion de 8 tonnes, afin de pouvoir planifier les travaux par la suite. Il précisera les dispositions prises en ce sens. Lors de la visite, il a été rappelé l'importance de limiter les émissions diffuses dans l'environnement, en procédant à la captation des rejets à la source.
Constats : Dans son courrier en réponse du 22/02/2022, l'exploitant s'engageait à procéder au raccordement des rejets des fours à induction 8t sous 6 mois. Le jour de l'inspection, il a indiqué que la situation économique de l'entreprise ne lui permet pas de faire réaliser ses travaux. Il propose, en mesure compensatoire, de faire réaliser une surveillance environnementale. Cette proposition ne pouvant être actée via une visite d'inspection, l'exploitant devra la formaliser comme demande auprès du préfet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant fait réaliser le raccordement des rejets des fours à induction 8t afin que ceux-ci soient canalisés.

En cas d'impossibilité, il dépose un Porter à Connaissance, lequel comprend une étude technico-économique justifiant de cette impossibilité et propose des mesures compensatoires cohérentes vis-à-vis du risque induit par l'absence de canalisation des rejets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N°4 : Gestion du risque de contact eau – métal en fusion – circuit eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article V-2-2

Thème(s) : Risques accidentels, Refroidissement des fours

Prescription contrôlée :

Inspection du 12/01/2022

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les dispositifs de sécurité mis en place au niveau des circuits de refroidissement à l'eau (détection de température et mesure de débit).

Les procédures de vérification ont été présentées. Ont été mises en place une vérification mensuelle pour la détection de température et une vérification semestrielle pour la mesure de débit.

Cependant, il a été constaté que le dernier contrôle a été réalisé le 29-11-2021. De plus, l'exploitant n'a pas pu confirmer que les systèmes coupent automatiquement, en cas de détection, l'alimentation électrique du four et qu'une alarme est émise.

L'exploitant doit mettre en place les dispositions pour respecter les périodicités de contrôle définies pour les systèmes de sécurité. Il confirmera que les systèmes coupent automatiquement, en cas de détection, l'alimentation électrique du four et qu'une alarme est émise.

Constats :

Dans son courrier en réponse du 22/02/2022, l'exploitant indiquait que le changement de personnel au sein du service maintenance a entraîné un retard dans la transmission des informations. La procédure relative au contrôle des organes de sécurité (débitmètre et thermocontact), intitulée IWE01, sera dès lors respectée.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté la procédure IWE01. Celle-ci précise la périodicité de contrôle des organes de sécurité, à savoir mensuelle pour les débitmètres et semestrielle pour les thermo-contacts. En parallèle, et compte-tenu du faible nombre de fusions actuellement, le contrôle est réalisé à chaque fusion. Ces contrôles sont consignés dans un registre et n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.

En cas de rupture du béton réfractaire, une fine couche conductrice présente entre les deux couches de béton ferait contact avec le métal en fusion, chargé électriquement via la fourche présente en fond de cuve, et fermerait le circuit. Ceci entraînant la mise en œuvre de l'alarme visuelle (gyrophare) et la rupture de l'arrivée électrique au niveau du four.

Concernant le four réverbère, celui-ci ne dispose pas de refroidissement à l'eau. Un contrôle du réfractaire est réalisé par une société spécialisée entre chaque fusion. Notamment, l'exploitant indique que l'enduit servant à protéger les briques du réfractaire est repris après chaque fusion. Le remplacement des briques de réfractaire n'est pas périodique et dépend des conclusions de la société spécialisée.

Concernant l'intégrité de mur séparatif du bâtiment D, l'exploitant a indiqué que celui-ci n'avait pas été contrôlé depuis 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant fait contrôler l'intégrité du mur séparatif du bâtiment D dans les plus brefs délais. Le rapport, concluant sur la tenue de l'ensemble du mur à la surpression maximale calculée, est transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Entretien des installations – Constat visite précédente

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article II-1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Propreté des installations

Prescription contrôlée :

Inspection du 12/01/2022 :

Lors de la visite, il a été constaté la présence de matériaux et déchets divers dans la partie extérieure au sud du site ainsi que dans l'atelier principal.

L'exploitant procède, dans les meilleurs délais, à l'élimination des déchets et équipements qui ne sont plus utilisés, entreposés sur le site.

Constats :

Dans son courrier en réponse du 22/02/2022, l'exploitant indiquait que le stockage des déchets consiste en leur stockage en vue du regroupement pour mutualiser les coûts d'évacuation. Il s'engageait à améliorer les conditions de stockage avant élimination.

Le jour de l'inspection, il a pu être constaté, sur la partie extérieure au Sud du site, le stockage dans une benne de déchets type "DIB". L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le prestataire chargé de la réception de ces déchets procède au tri sur son site, ultérieurement.

L'ensemble des autres déchets (sables de fonderie, aérosols, cartons/papiers, crasses de fonderie et fines issues de l'égrenage) sont stockés en intérieur, à l'abri des intempéries dans des conditions qui préviennent un déversement accidentel et une éventuelle pollution des sols et des eaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant obtient l'attestation de tri ultérieur par le récupérateur des déchets de type "DIB". Le cas échéant, il procède au tri de l'ensemble des déchets qui peuvent l'être (métaux et plastiques notamment).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Mise sur rétention des produits dangereux – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions

Prescription contrôlée :

Inspection du 12/01/2022

Lors de la visite, il a été constaté l'absence de rétention au niveau des stockages de résines et de catalyseur disposés au niveau du malaxeur.

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour stocker sur rétention ces produits.

Constats :

Dans son courrier en réponse du 22/02/2022, l'exploitant indiquait lancer une étude pour mettre en place des rétentions au droit des produits du malaxeur.

Le jour de l'inspection, il a indiqué avoir réalisé cette étude mais n'avoir jamais contractualisé les conclusions, car celles-ci ne pouvaient garantir le maintien du caractère mobile du malaxeur, indispensable au bon fonctionnement des installations.

La solution retenue est la mise en place de rétentions individuelles au droit de chaque cuve (type GRV) présente au niveau du malaxeur. Il s'est engagé à les mettre en place avant fin janvier 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant met en place, avant fin janvier 2026, les rétentions au droit des stockages de résine et de catalyseur sur le malaxeur mobile. Ces rétentions doivent respecter la règle de la plus grande des 2 valeurs entre : 100 % du plus grand volume, ou 50 % de la somme totale des volumes placés sur rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°7 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, articles I.2.1 et I.2.3

Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement

Prescription contrôlée :

Rubriques autorisées sur le site :

- 2552-1 - Cmax : 20 t/j (A)

- 2713-2 - S : 120 m² (D)

- 2910-A.2 - P : 5,5 MW (DC)

Les principaux équipements présents sur le site sont les suivants :

- un four réverbère d'une capacité de 35 tonnes alimenté au fioul domestique ;

- deux fours à induction d'une capacité de 8 tonnes ;

- deux fours à induction d'une capacité de 4 tonnes.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la situation administrative n'a pas évolué.

Le site dispose toujours de 5 fours : 1 réverbère de 35t au fioul domestique, 2 fours à induction de 8t et 2 fours à induction de 4t.

La consommation maximale de 20t/j n'est pas atteinte, par manque de personnel et de commande.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que toute modification doit faire l'objet d'un Porter à Connaissance auprès du préfet.

Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Études complémentaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article III.7.5

Thème(s) : Risques chroniques, EQRS

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet à l'IIC, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'analyse des effets sur la santé des émissions canalisées et diffuses issues de son établissement en réalisant une évaluation quantitative des risques sanitaires selon la méthodologie

décrite dans la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation et du guide méthodologique de l'INERIS référencé DRC-12-125929-13162B relatif à l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires - Août 2013.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS), compte-tenu des difficultés financières que rencontre l'entreprise.

Il n'a pas pu présenter de calendrier sur lequel s'appuyer pour obtenir une échéance de réalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **L'exploitant doit justifier que les rejets de ses installations ne sont pas susceptibles de générer un risque sanitaire pour les populations environnantes, en produisant une EQRS, dans les plus brefs délais.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N°9 : Surveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article IV.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores

Prescription contrôlée :

Une mesure des niveaux de bruit et des émergences est effectuée tous les 3 ans.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations sur une durée d'une demi-heure au moins.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de la société GAMBA du 12/10/2020 relatif au contrôle des émissions sonores.

Il n'a pas été reproduit de telles mesures depuis, pourtant obligatoires tous les 3 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **L'exploitant doit faire réaliser, dans les plus brefs délais, de nouvelles mesures d'émissions sonores, dans des conditions normales de fonctionnement du site.**

Le rapport est transmis à l'inspection des installations classées, auquel est joint un plan d'actions si des non-conformités sont mises en évidence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°10 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article V.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure un suivi de la qualité des eaux souterraines au droit du site, deux fois par an, en hautes eaux et à l'étiage, dès notification du présent arrêté.

Un suivi de la qualité des eaux souterraines est également réalisé au droit de l'ancien site, deux fois

par an, en hautes eaux et à l'étiage, dès notification du présent arrêté et pendant une période d'au moins quatre ans.

La définition du nombre de piézomètres et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.

Cette surveillance est effectuée par le biais d'un réseau composé a minima de 6 piézomètres avec a minima, un piézomètre en amont hydraulique et deux piézomètres en aval hydraulique du site ainsi qu'un piézomètre en amont hydraulique et deux piézomètres en aval hydraulique de l'ancien site.

Les analyses des substances suivantes sont a minima réalisées sur chaque prélèvement sur les paramètres suivants : HCT C10-C40 ; HAP ; COHV ; Métaux (Al ; Mn ; Ni ; Cu ; As ; Fe ; Zn ; Cd ; Hg ; Pb).

Le programme de surveillance, notamment la liste des paramètres suivis, pourra être adapté après accord explicite de l'IIC.

L'exploitant joint aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mNGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats semestriels de contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit des 6 piézomètres du site. Les valeurs sont en cohérence avec celles relevées précédemment et n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées.

Un bilan quadriennal est en cours de réalisation par l'organisme de contrôle. L'exploitant a annoncé que celui-ci devrait proposer un allègement de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N°11 : Pollution au niveau de la zone C1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/06/2021, article V.3

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise des investigations complémentaires afin de caractériser l'étendue de la pollution au niveau de la zone C1.

Suite à cette caractérisation, il met en œuvre la démarche définie dans la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués établi par le ministère de l'environnement en avril 2017.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de la société ERM du 12 juillet 2022 relatif aux investigations de sols réalisées sur la zone "C1" du site (située au sud).

Celui-ci conclut sur un impact en cuivre (maximum à 3200 mg/kg), en zinc (maximum à 24000 mg/kg), en plomb (maximum à 3500 mg/kg). Des impacts, plus faibles, sont également constatés en arsenic, cadmium, mercure et nickel.

La présence de ces métaux est vraisemblablement due à l'activité historique de l'établissement et de la qualité des matériaux présents comme fondations résiduelles des bâtiments démolis dans les années 80.

Il apparaît important, toutefois, d'établir un plan de gestion afin de déterminer les scénarios de gestion de cette pollution et définir la meilleure stratégie à adopter en vue de travaux de dépollution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant fait réaliser dans les meilleurs délais un plan de gestion , tel que décrit dans la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués d'avril 2017. Celui-ci doit conclure sur le meilleur scénario à mettre en œuvre dans le cadre de travaux de dépollution à réaliser, notamment pour élimination des sources de pollution concentrée. Si nécessaire, des investigations complémentaires sont menées pour délimiter les sources de pollution et leur extension.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois